

# Handicap : « une crise sans précédent » redoutée

Les personnes en situation de handicap et leurs familles sont confrontées à une pénurie de places en établissement adapté, en soins et services. L'Adapei tire le signal d'alarme.

Présidentielle

2022

« Nous interpellons les pouvoirs publics, nos politiques, les parlementaires pour qu'il y ait une réelle prise de conscience de nos besoins. S'ils ne provoquent pas une politique plus adaptée à la réalité, nous allons vers des périodes très difficiles. » L'Adapei, une association de parents et d'amis de personnes handicapées mentales du Maine-et-Loire, alerte sur « une crise sans précédent qui secoue le secteur médicosocial ».

## « La question du handicap peu évoquée »

En janvier, elle s'est jointe à vingt autres associations du réseau national Unapei (Fédération française d'associations de représentation et de défense des intérêts des personnes handicapées mentales et de leurs familles), pour signer la pétition « Urgence handicap ». Alors qu'elle enregistre plus de 300 personnes sur sa liste en attente d'intégrer un foyer d'hébergement, d'accueil médicalisé ou de services d'accompagnement, l'association (1) qui accueille 1 200 à



*Dans le Maine-et-Loire, l'Adapei qui accompagne 1 200 à 1 300 personnes en situation de handicap, enregistre 300 autres personnes sur liste d'attente (photo d'illustration).*

PHOTO : GETTY IMAGES/ISTOCKPHOTO

1 300 personnes, tire le signal d'alarme. « Il y a actuellement trop de personnes sans accompagnement adapté à leur handicap, souligne Marie-Hélène Chautard, présidente de l'Adapei 49. L'absence d'accompagnement mène à l'exclusion sociale, à la privation de droits

citoyens, ce qui est choquant. »

L'Adapei, 32 établissements et services dans le département, se saisit de l'élection présidentielle pour interpellier les candidats. « La question du handicap est peu évoquée dans cette campagne présidentielle, commente Jean Sellier, directeur général.

Avant son élection en 2017, Monsieur Macron avait promis qu'il n'y aurait plus de personnes en situation de handicap sans solution. On n'en est pas là aujourd'hui. » « Pour nous, c'est le signe d'un désintérêt manifeste », abonde la présidente.

Complexe, parce que « nous ne bénéficions pas de financements nécessaires qui permettraient les accompagnements, détaille Jean Sellier. Nous avons des dotations qui ne nous permettent pas de créer plus de places, et nous avons une pénurie de personnel ». Une pénurie de recrutement qu'il explique par « un manque de candidats » et « des conditions de travail qui n'attirent plus », le point d'indice étant gelé depuis dix ans. Point positif : « à compter du 1<sup>er</sup> avril, l'État s'est partiellement engagé à une revalorisation salariale de 183 € net mensuel pour tous les professionnels socio-éducatifs ».

Lucile MOY.

(1) L'Adapei, qui emploie 800 salariés dans le Maine-et-Loire, est financé par l'Agence régionale de santé et le Département.